

La politique **Qu'est-ce qu'un peuple ?**

Roselyne Dégremont

Philopsis : Revue numérique
<https://philopsis.fr>

Les articles publiés sur Philopsis sont protégés par le droit d'auteur. Toute reproduction intégrale ou partielle doit faire l'objet d'une demande d'autorisation auprès des éditeurs et des auteurs. Vous pouvez citer librement cet article en mentionnant l'auteur et la provenance.

Ceci est un extrait, retrouvez nos documents complets sur philopsis.fr

I. Qu'entend-on par « un peuple » ? Y a-t-il beaucoup d'autres mots dont l'équivocité ait été et soit encore si forte ? Si nous commençons par nous souvenir des sens majeurs, il y aurait au moins ceci :

1. Un peuple se précise par une filiation commune, à la manière d'une « tribu », groupement de familles parlant la même langue, partageant des mœurs analogues, habitant ou parcourant un territoire ; en droit, tous les êtres humains de ce peuple en font également partie. Ici s'exprime une même « vie » *zoé*, partagée. Le mot peuple a quelque ressemblance avec le mot « population ».

2. Le peuple est, dans cette même tribu, ou dans une société plus large, la partie de la population la plus nombreuse, que l'on distingue des « grands », quelque titre qu'ils prennent : chefs, rois, nobles, seigneurs, lettrés, bourgeois, etc... Des expressions s'attachent à ce sens : « le petit peuple », par exemple. Très souvent les connotations comportent du mépris : il y a la populace ! « le populo ». A cette notion s'attache l'idée de nombre : une quantité, non une qualité d'être. S'en rapprochent des mots comme « la multitude », « la foule » : mots qui notent seulement le nombre ou le rassemblement dans un même espace. Ici se distinguent deux

manières de vivre, ou *bios* : ou bien une vie bonne, digne, ou une vie misérable, comme vouée au malheur. Ici les vies sont inégales.

3. Le peuple est le sujet politique, le peuple est souverain. En effet, quand on considère un peuple, i.e. une tribu, il semble aller de soi qu'elle détermine elle-même et ses modes et lieux de vie, et son droit, et ses choix. Le peuple qu'elle est est donc souverain, autrement dit détient le pouvoir suprême en ce qui le concerne lui-même : quoi d'autre ? A lui de savoir s'il délibère sous forme d'assemblée des anciens, ou de conseil des sages, ou s'il a accepté d'obéir à un chef reconnu, etc. Il n'est pas juste qu'un peuple soit envahi, réduit en servitude par un autre qui en aurait conquis le territoire. Un peuple devrait être libre, déterminer lui-même sa route, pour bien vivre, *eu zén*.

II. Toutefois, deux façons importantes de parler du peuple ne font pas de lui un sujet politique. On peut les épingler sous les mots « foule », et « population ». « Foule » : ce mot est plus présent au XIX^e s que le mot « multitude ». Victor Hugo écrit : « *Ah ! Le peuple est en haut, mais la foule est en bas.* » (*L'année terrible. Prologue. Les 7 500 000 OUI. Écrit en mai 1870*).

Parler de la foule, c'est la caractériser par le grand nombre ; par le malheur aussi, et par l'expression de beaucoup d'émotions, de passions : « *La foule passe, crie, appelle, pleure, fuit* ». La foule, c'est le petit, c'est le bas peuple nombreux et en larmes. Qui peut se révolter et prendre ses armes :

« Mais quand elle se lève, ayant la force en elle,
On doit à la grandeur de la foule...un langage viril ».

Hugo la voit double : d'un côté demandant son droit justement, mais d'un autre affirmant toujours aussi ses appétits. Quand le peuple peut défendre armes en mains le pays envahi, la foule est dans les rues, la foule se presse pour voir les hommes mourir.

« **Voici le peuple** : il meurt, combattant magnifique,
Pour le progrès ; **voici la foule** : elle en trafique ;
Elle mange son droit d'aïnesse en ce plat vil
Que Rome essuie et lave avec Ainsi soit-il !
Voici le peuple : il prend la Bastille, il déplace
Toute l'ombre en marchant ; **voici la populace** :
Elle attend au passage Aristide, Jésus,
Zénon, Bruno, Colomb, Jeanne, et crache dessus.
Voici le peuple avec son épouse, l'idée ;
Voici la populace avec son accordée,
La guillotine. Eh bien je choisis l'idéal.
Voici le peuple : il change avril en Floréal.
Il se fait République, il règne et délibère.
Voici la populace : elle accepte Tibère.
Je veux la république et je chasse César.
(...) **Le peuple souverain** de lui-même, et chacun
Son propre roi : c'est là le droit. »

Chacun, dans le peuple, est roi. Roi de soi : il suit sa propre loi.

Dans son jeu d'opposition entre le peuple et la foule, ce n'est pas exactement le jeu de classes sociales qui est impliqué pour Hugo ; c'est plutôt le jeu politique, qui oppose à la souveraineté du peuple qui se traduit activement dans la République (révolution, participation à l'assemblée, maintien du Droit), la passion que la foule éprouve pour les rois, les empereurs, les tyrans ou dictateurs, autrement dit pour ceux qui lui imposent leur domination et donc sa propre sujétion, la perte de ses droits. Qui n'a entendu quelqu'un dire un jour : « ce qu'il nous faudrait,

c'est une bonne dictature » ! Comme s'il n'y avait pas là une contradiction dans les termes, comme si l'ordre armé était supérieur à la justice, l'esclavage à la liberté, la mort à la vie : Voudriez-vous vivre sous Franco, sous Salazar, sous Mussolini, et autres Pinochet, etc... ? Manifestement Hugo fait fonds sur l'esprit actif de la révolution, son désir d'un Etat de droit. Par contre font la foule, pour lui, ceux qui se rassemblent sur la place de Grève, pour assister aux exécutions capitales, pour cracher sur les prisonniers, les condamnés, et acclamer le bourreau ; pour y chercher des frissons forts et des joies aussi malsaines que celles que les romains prenaient aux spectacles dans les arènes.

III. Enfin naquit la notion de « population ». Le pouvoir souverain, depuis l'antiquité, était un pouvoir de vie et de mort (autrement dit surtout un droit de tuer ; et parfois un droit de grâcier !) A l'âge classique, pendant les Lumières, il mute peu à peu, se transformant en droit de *faire vivre* et de *laisser mourir*. L'Etat s'intéresse à la « population » : combien de femmes et d'hommes naissent chaque année, combien d'enfants existe-t-il par ménage, quelle durée de vie espérer pour les uns et les autres : à quel âge « statistique » meurt-on ? Peu à peu la médecine, l'hygiène publiques prennent de l'importance. L'attention de l'Etat concerne chacun, mais aussi son milieu de vie, ville ou campagne.

Michel Foucault, en 1976, a inventé un mot qui s'est imposé à tous par la suite : « la biopolitique. » Le pouvoir politique alors se dote d'instruments de mesure, de statistiques, de prévisions. « Il va falloir modifier, baisser la morbidité ; il va falloir allonger la vie ; il va falloir stimuler la natalité » (*Il faut défendre la société*, p. 219). Un équilibre est visé par l'Etat.

Or, toutes ces mesures disqualifient la mort. La mort n'est plus un événement individuel ou familial ; c'est un 1 à ajouter dans les archives d'Etat où a lieu l'enregistrement de la mortalité. Et il va devenir peu à peu de plus en plus difficile de « réclamer la mort ». D'où, au début du XIXe s, le recul des peines corporelles au profit de peines de prison dont la durée est modulée ; d'où, peu à peu aussi, l'irrépressible nécessité d'abolir la peine de mort (cela a mis du temps : mais, de la peine de mort, la mort était programmée dès le code civil napoléonien : c'était l'ultime peine corporelle). D'où aussi la menace toujours brandie d'un contrôle de la composition de la population, par privilège aux « gens de souche », aux « gens d'ici » : il y a commencé à exister des politiques racistes ouvertes revendiquées le front haut, le verbe haut, sans honte, sans vergogne, impunément.

Nous avons pris en partie la mesure de l'extension du sens du mot « peuple », et des notions parentes, mais différentes de lui, qui l'accompagnent. La notion de peuple est rattachée à la biologie, à la génétique des populations ; elle est sociale, notée de conflit avec son autre ou ses autres : disons « les grands » de cette société ; elle est politique : mais la question est de savoir si jamais le peuple s'est auto-gouverné, et si oui, sous quel mode. Ou si la souveraineté du peuple est toujours impossible : peut-être parfois tendue comme un leurre, mais en réalité déniée.

Selon les analyses, le peuple est ce qu'il y a de plus beau et haut, ou ce qu'il y a de pire, de plus bas. Il est un, ou quelques-uns ou tous. Est-ce que la pensée politique sait penser son propre objet : le peuple ? Comment sortira-t-elle, si elle le peut, de l'évidence ancienne que le peuple, ignorant et insensé, ne peut pas se gouverner lui-même ?

Cela existe-t-il : « le peuple souverain » ? et qui est-ce alors : est-ce une communauté distinguée de la population (l'ensemble des citoyens), ou tout le monde véritablement, des bébés aux vieillards ? Ou est-ce, par exemple, le Roi ou le Président qui en sa personne est le peuple souverain ?

Pour cerner politiquement la notion de peuple, nous allons rappeler la dialectique qui s'est jouée pendant trois siècles, depuis Machiavel jusqu'à la Révolution française : c'est la période

où cette notion mûrit dans les oppositions, les identifications, les séparations conceptuelles, puis naît.

Ceci est un extrait, retrouvez nos documents complets sur philopsis.fr